



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'Étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Mercredi 10 juin 2020

Police, Macron, Castaner... patrons :

Ils nous empêchent de respirer !

Depuis plus d'une semaine et malgré les interdictions, des manifestations regroupent partout des dizaines de milliers de jeunes qui dénoncent les violences policières. Tous font le lien entre la mort à Minneapolis de George Floyd, étouffé par un flic raciste et celle, ici, d'Adama Traoré en 2016, lui aussi mort entre les mains des flics. Le 30 mai, des manifestations, importantes également, avaient regroupé des sans-papiers pour exiger leur régularisation. Ça barde dans les rues... et Macron préfère se taire, confiné à l'Élysée !

Jeudi dernier, on découvrait que, dans un groupe Facebook de près de 8 000 personnes, des policiers et des gendarmes se lâchent à grand renfort de publications racistes et sexistes. Dans un podcast mis en ligne par Arte Radio, on peut entendre un policier noir de Rouen rapporter les propos racistes et même fascistes que profèrent six de ses collègues sur une boucle WhatsApp. Mais le gouvernement prétend toujours que les États-Unis n'ont rien de commun avec la France : selon lui, ici, la police protégerait la population et si quelques agents se révèlent coupables de racisme, ce ne sont que des brebis galeuses que l'institution expulse avec vigilance... Tu parles !

Des deux côtés de l'Atlantique

Aux États-Unis, le racisme est hérité de l'esclavagisme et le capitalisme s'y est bâti sur les fortunes qu'il a permises. Mais est-ce différent d'ici, où le racisme est le stigmate du colonialisme français en Afrique et ailleurs, mais aussi de l'esclavage aux Antilles ? Comment oublier que l'esclavage aux Amériques était alimenté par les bourgeois de Bordeaux, La Rochelle ou Saint-Malo qui enlevaient des esclaves en Afrique pour les vendre là-bas ?

Des deux côtés de l'Atlantique, la police y a le même rôle : faire respecter « l'ordre », c'est-à-dire empêcher toute remise en cause par « ceux d'en bas ». Et, puisque les capitalistes s'appuient sur les idées racistes ou sexistes pour opposer les travailleurs les uns aux autres, quoi de plus normal que ces idées puantes se retrouvent en version concentrée dans les commissariats ?

Les politiciens cherchent à calmer le jeu...

Aux États-Unis, les politiciens du Parti démocrate tentent de détourner la colère des manifestants vers un vote anti-Trump en novembre prochain. Mais, avec l'impact de la crise du Covid-19 et le chômage massif, pas sûr que les vieilles recettes fonctionnent.

La maire de Washington, une démocrate noire, a rebaptisé une place « Black Lives Matter », mais des manifestants lui ont répondu qu'ils auraient préféré une baisse du budget de la police et une hausse des budgets sociaux !

Les violences policières sont le pendant répressif de la violence que représentent les licenciements, le chômage et la pauvreté. La crise sanitaire a tout aggravé et a amplifié la colère qui s'exprimait dans les rues depuis deux ans et demi en France, depuis des mois un peu partout dans le monde, d'Alger à Santiago en passant par Hong-Kong et Tripoli au Liban. Aujourd'hui, cette colère envahit les rues de toutes les villes des États-Unis et c'est un immense espoir pour les opprimés du monde entier.

... Pas sûr que ça marche !

Partout, les jeunes ont montré qu'ils faisaient le lien entre la violence des flics et celle que représentent l'exploitation et la misère.

Alors, il faut suivre les jeunes ! Et ne pas hésiter à « coaguler » les colères, contre le racisme, mais aussi contre toutes les violences imposées aux travailleurs, contre l'état des hôpitaux délaissés par les budgets, contre les licenciements financés par les milliards distribués par l'État. Les manifestations actuelles imposeront peut-être des condamnations de policiers, et des expulsions de « brebis galeuses », voire, aux États-Unis, des restructurations de la police comme cela vient d'être décidé à Minneapolis, mais elles peuvent aussi être le début d'une lutte pour une autre société, débarrassée du capitalisme, de ses violences racistes et sociales.

L'Étincelle est aussi en ligne!

Facebook: *NPA L'Étincelle – Renault Lardy*

Twitter: *Convergences Révolutionnaires @etincelle_npa
Les Bulletins de l'Étincelle @F_Bulletins*

Instagram: *etincelle_npa*

Et sur <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>

On n'est pas kleenex

La direction réfléchirait à fermer plus de 10 bancs moteurs à Lardy dans le cadre du plan de restructuration. Au début du confinement, il fallait absolument que ces bancs tournent, au risque de la santé des salariés obligés de venir sans masque ni gel hydroalcoolique, ni restriction du nombre de personnes par aile de bancs.

Et maintenant, il faudrait accepter de se faire jeter du site au prétexte qu'on est prestataires ? Ces décisions honteuses, dictées par les exigences de profits des grands actionnaires, il faut les refuser en bloc, qu'on soit Renault ou prestataires. Participons nombreux au débrayage à 10h ce matin pour discuter de la mobilisation à opposer au plan des patrons.

Libres d'obéir

Des petits chefs gardent précieusement les informations qu'ils ont sur les fermetures de bancs parce que la direction craint les réactions que cela pourrait faire naître. Mais qu'est-ce qu'ils ont à gagner en maintenant le silence ? Ils pensent peut-être que leur carrière va être boostée par tant de médiocrité ? On verra où ils se retrouveront quand ils auront bien scié la branche sur laquelle ils sont assis.

Mais on est sympas : on les acceptera dans la lutte quand ils prendront conscience de ce qui les attend.

Un projet presque parfait

Pour fêter la sortie de la Locobox, les directeurs ont eu l'idée du siècle : des petits fours, mais qu'on va devoir se payer nous-mêmes ! Un e-apéro en mode « Tous en cuisine » de Cyril Lignac : chacun dans sa cuisine avec son apéro et sa boisson, ... payés de sa propre poche. Merci pour l'invitation !

Pour leur monde d'après, ils nous ressortent leurs vieilles recettes : des remerciements qui ne coûtent rien à Renault après plusieurs années de galère sur des projets. Nous, les seules recettes qu'on aime, c'est le confit social et le partage des profruits !

Leur plan d'économies, notre plan de bataille

À Choisy-le-Roi, aux Fonderies de Bretagne et du Poitou ou à Maubeuge, les salariés ne se laissent pas faire. Grève, manifestation, blocage de la production : c'est par la mobilisation qu'ils ont fait bouger les choses et forcé la direction à revenir momentanément sur ses plans.

À Lardy aussi, c'est maintenant qu'ils ont besoin de notre boulot. Sans nous, Renault ne sortira pas de bagnoles. Alors faisons nous respecter !

Tous menacés, tous concernés

L'annonce du plan de restructuration chez Renault a donné le signal à de nombreuses entreprises du secteur : c'est l'heure de faire payer la note de la crise aux salariés ! Pendant que Senard et Le Maire tentent

d'éteindre la grogne des salariés menacés par la fermeture des sites, les patrons de la sous-traitance ont ouvert le feu : 600 emplois menacés aux fonderies du Poitou, 1000 suppressions de postes à Hutchinson, et des dizaines d'entreprises plus petites qui vont laisser sur le carreau des milliers de salariés.

Mais, comme les prestataires et les intérimaires, ceux-là n'entrent pas dans les comptes annoncés par la direction de Renault.

Face à cette sous-traitance des licenciements, il faut s'unir entre tous les sites : quel que soit notre statut ou notre entreprise, nous sommes tous concernés par les mesures de restructuration et de compétitivité. Les patrons nous ont déclaré la guerre, il est temps de se coordonner pour riposter tous ensemble !

Merci qui ?

Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, a menacé de démissionner si la Fonderie de Bretagne fermait. Dès l'annonce du plan d'économies de Renault, les travailleurs ont occupé les ateliers de l'usine. Le 29 mai, l'annonce est tombée : la Fonderie ne fermera pas... mais Renault ne la conserve pas dans son groupe.

Comme quoi, le sursis n'est que provisoire... et on ne le doit certainement pas à Le Drian !

Deux méthodes, un même objectif

Le chantage patronal à l'emploi se généralise pour rogner sur les salaires. Chez Ryanair, c'est brutal et non négociable : -20 % pour les pilotes, -10 % pour le personnel navigant. Chez Derichebourg Aeronautics (un sous-traitant d'Airbus) c'est pareil, mais avec un « Accord de performance collective », une nouveauté créée par la dernière loi Travail au nom du « dialogue social ». Le deal ? Jusqu'à 500 euros de « sacrifices mensuels » en échange... du report à septembre d'un plan de 700 suppressions d'emplois !

Le ministre de l'économie Bruno Le Maire a dénoncé la méthode de Ryanair, mais approuvé celle de Derichebourg. Le chantage à l'emploi ça lui va, mais il voudrait juste que les syndicats soient consentants pour calmer la colère des salariés !

Et encore un cadeau au patronat

Le MEDEF demande, le gouvernement s'exécute : toutes les entreprises (pas seulement les petites) qui embaucheront des apprentis bénéficieront d'une aide financière. Le dispositif est même élargi pour les diplômés supérieurs au bac. « *Les jeunes ne seront pas la variable d'ajustement de cette crise* », a tweeté Muriel Pénicaud.

Pas faux... car les apprentis le sont déjà en temps normal. Leur nombre a fortement augmenté ces dernières années, car les patrons apprécient leurs salaires au rabais et les aides de l'État. Leur « monde d'après », c'est celui d'avant le code du travail !